

Violences faites aux enseignants

Roberto Segalla (Verts)

La violence à l'école est devenue un sujet d'actualité préoccupant, traité régulièrement dans les médias. On peut penser notamment au 19:30 de la RTS du 24 janvier 2023 qui traite le sujet avec le titre : deux enseignant.es sur trois en suisse ont subi des violences injures ou harcèlement.

Une étude de l'association faîtière des enseignants et enseignantes suisses (LCH) montre que deux enseignants sur trois ont été victimes de violence, au cours de ces cinq dernières années. «Cela représente environ 65'000 personnes».

Les données récoltées montrent que les enseignants sont principalement confrontés à quatre types d'agresseurs :

- Dans 36% des cas, il s'agit des parents (principalement des menaces ou insultes orales/écrites);
- Dans 34% des cas, ce sont des élèves de leur propre classe (principalement des menaces ou insultes orales);
- Dans 15% des cas, d'autres enseignants (principalement du mobbing);
- Et dans 11% des cas, de la direction de l'école (également du mobbing).

Les représentations du phénomène ont aussi sensiblement évolué, avec l'enseignant agressé qui doit être vu comme une victime et l'agression comme un problème de santé au travail.

En outre, il est important de souligner que l'école en général connaît une pénurie d'enseignants, une partie de ceux qui sont formés quitte le métier et les jeunes ne sont plus vraiment attirés par une profession qui voit ses conditions de travail s'étioler.

Il est donc crucial que des mesures soient prises pour protéger les enseignants et les aider à se sentir en sécurité dans leur lieu de travail, afin de préserver la qualité de l'enseignement et de maintenir l'attractivité de la profession.

Dans ce contexte, nous posons les questions suivantes au Gouvernement :

1 - Une étude similaire à celle faite par LCH sur les violences faites aux enseignants a-t-elle été réalisée dans le Jura ?

Si oui,

2 - peut-il nous indiquer le nombre d'agressions tant physiques que verbales faites aux enseignants par des élèves dans le cadre de leur travail et ceci pour tous les niveaux d'enseignement obligatoire et post obligatoire ?

3 - peut-il nous indiquer le nombre d'agressions tant physiques que verbales faites aux enseignants par des parents dans le cadre de leur travail et ceci pour tous les niveaux d'enseignement obligatoire et post obligatoire ?

4 - peut-il nous indiquer le nombre d'agressions faites aux enseignants par des collègues ou supérieurs hiérarchiques dans le cadre de leur travail et ceci pour tous les niveaux d'enseignement obligatoire et post obligatoire ?

5 - peut-il nous indiquer quelles mesures ont été prises à la suite des agressions ?

6 - peut-il nous indiquer quelles initiatives ont été prises, sur le court et le long terme, pour soutenir ces enseignants agressés ?

Si non,

7 - entend-il mener une étude similaire à celle de LCH dans le Jura afin de répondre aux questions 2 à 6 ?

8 - De plus, le Gouvernement peut-il nous indiquer si la formation des enseignants aborde cette problématique de la violence en donnant aux étudiants les outils nécessaires pour réagir à ces situations ?

Je remercie le Gouvernement pour ses réponses.

Roberto Segalla (Verts)

Co-signataires

- Rémy Meury (CS-POP)
- Ivan Godat (Verts)
- Baptiste Laville (Verts)
- Philippe Bassin (Verts)
- Pauline Godat (Verts)
- Céline Robert-Charrue Linder (Verts)
- Sonia Burri-Schmassmann (Verts)
- Anita Kradolfer (Verts)

Intervention déposée officiellement le 07 février 2023